



ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Avery Shenfeld
(416) 594-7356
avery.shenfeld@cibc.ca

Benjamin Tal
(416) 956-3698
benjamin.tal@cibc.ca

Andrew Grantham
(416) 956-3219
andrew.grantham@cibc.ca

Royce Mendes
(416) 594-7354
royce.mendes@cibc.ca

Nick Exarhos
(416) 956-6527
nick.exarhos@cibc.ca

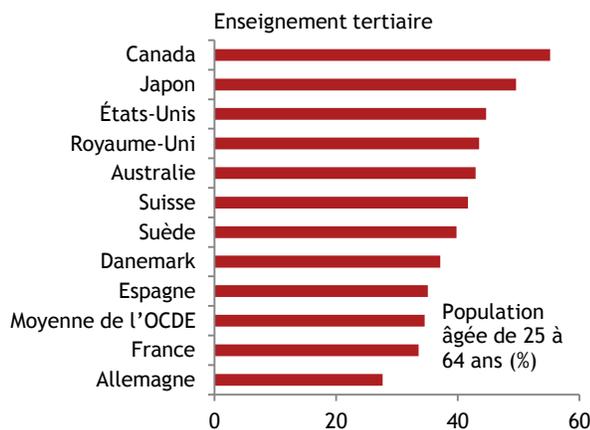
Pouvons-nous combler l'écart entre formation et employabilité?

Par Benjamin Tal et Royce Mendes

À long terme, une politique de croissance économique correspond en majeure partie à une politique sur l'éducation. Compte tenu de la perte de vitesse de l'économie sous l'effet de la réalité démographique, la marge d'erreur de la politique sur l'éducation du Canada n'a jamais été aussi mince. Revoir la pertinence du système d'éducation d'aujourd'hui pour le milieu de travail de demain est essentiel à la croissance économique future du Canada.

Les étudiants commencent déjà à faire preuve d'un plus grand pragmatisme et se dirigent de plus en plus vers des disciplines qui sont étroitement liées à des avantages intéressants sur le marché du travail. Le système n'offre toutefois pas encore suffisamment de souplesse pour tirer parti de cet élan. Les informations pertinentes, actuelles et précises sur le marché du travail n'abondent pas; les droits de scolarité augmentent le plus rapidement dans les domaines qui nécessitent davantage

Graphique 1
Le Canada au premier rang sur le plan de l'enseignement tertiaire



Source : OCDE et la Banque CIBC.

d'étudiants; la répartition des ressources dans les universités ne suit pas l'évolution de la demande en éducation; le coût, à la fois en temps et en argent, pour obtenir une éducation pertinente est trop élevé; le degré de collaboration entre les collèges et les universités est loin d'être optimal.

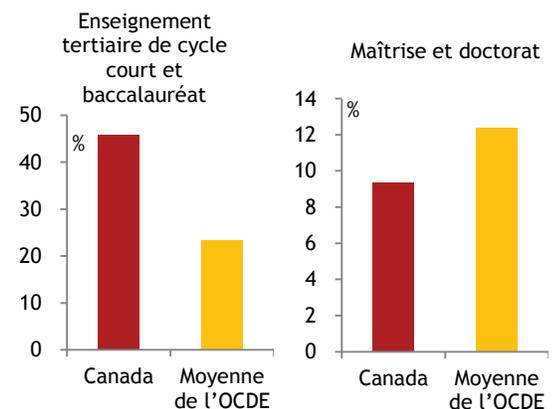
Les séquelles de cet écart sont d'ores et déjà visibles dans les conditions d'emploi décevantes pour les jeunes et dans le nombre croissant de Canadiens touchant un revenu inférieur à la moyenne. Ces vulnérabilités se révéleront pleinement dès le prochain ralentissement économique. Il faut agir dès maintenant.

Gagner une course, mais en perdre une autre

Le Canada est reconnu pour ses joueurs de hockey, sa bière et apparemment le nombre de personnes ayant une éducation

Graphique 2

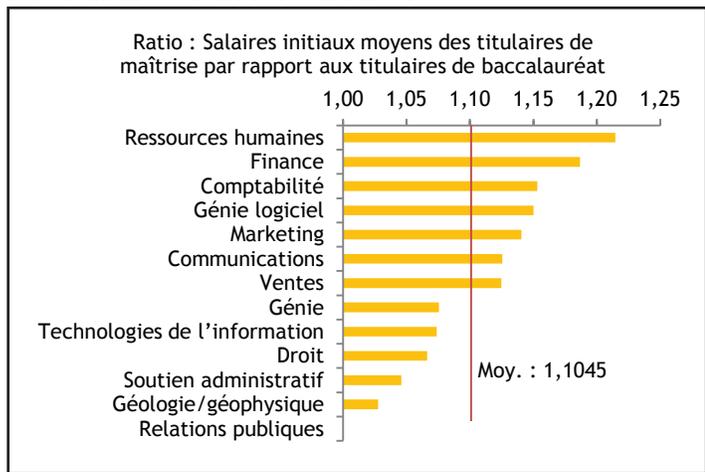
Le Canada est au-dessus de la moyenne dans les études de premier cycle et de niveau collégial (gauche); il accuse un retard sur le plan des cycles supérieurs (droite)



Source : OCDE et la Banque CIBC.

Graphique 3

Dans un même domaine, les titulaires d'une maîtrise touchent un salaire initial plus élevé que les titulaires d'un baccalauréat



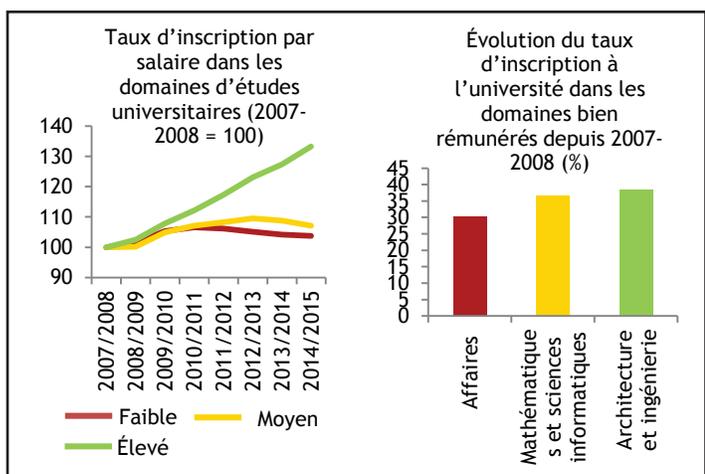
Source : Le Conference Board du Canada et la Banque CIBC.

postsecondaire. Selon les données de l'OCDE, le Canada a le taux d'enseignement tertiaire ou postsecondaire le plus élevé parmi les pays membres de l'OCDE (graphique 1). Voilà une raison de célébrer étant donné les liens serrés entre l'éducation et la richesse. Mais il y a toujours place à l'amélioration. En effet, parmi les pays membres de l'OCDE, le Canada accuse un retard par rapport à la moyenne en ce qui concerne la diplomation à la maîtrise et au doctorat (graphique 2, droite et gauche).

Le coût réel pour les salariés potentiels démontre le retard du Canada en matière d'enseignement supérieur. Pour bien des professionnels, que ce soit dans le domaine des ressources humaines, de la finance ou du génie logiciel,

Graphique 4

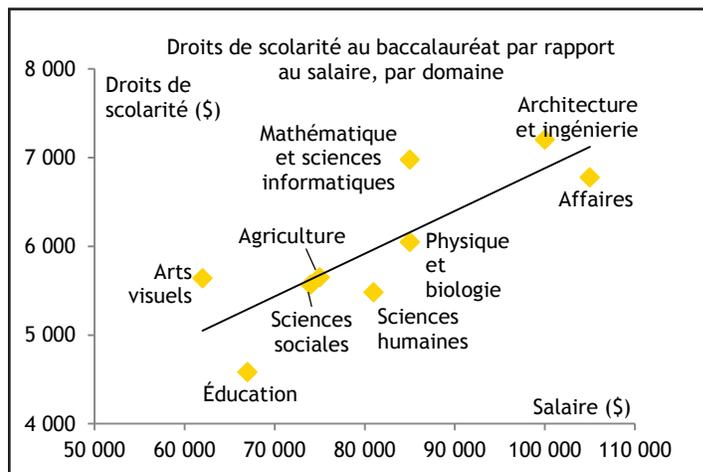
L'inscription universitaire augmente plus rapidement pour les domaines bien rémunérés (gauche); les secteurs STIM sont en tête de peloton (droite)



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

Graphique 5

Forte corrélation entre les droits de scolarité et le salaire



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

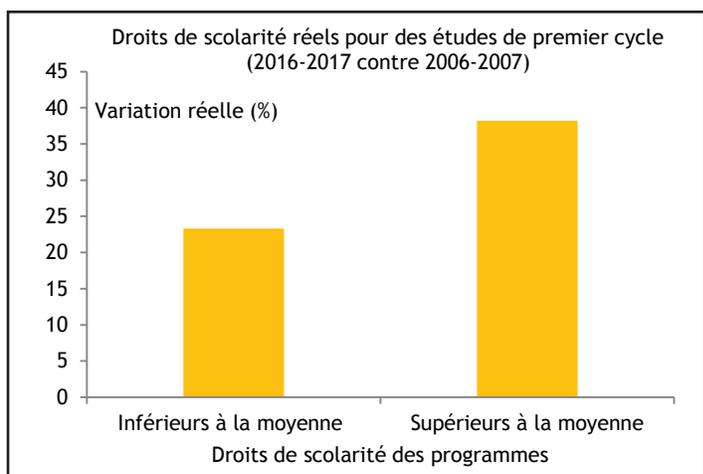
l'ajout d'une maîtrise ou d'un doctorat au curriculum vitæ se traduit par un salaire initial plus élevé (graphique 3).

Les étudiants sont enfin à l'affut

Dans le cas des titulaires de baccalauréat, le taux d'inscription de 30 % dans les domaines bien rémunérés demeure nettement inférieur à celui des programmes d'études associés à des capacités de gain plus proches de l'échelle salariale moyenne. Cela dit, cette tendance commence à évoluer. Le taux d'inscription pour les domaines bien rémunérés a récemment progressé plus rapidement que celui pour les autres domaines (graphique 4, gauche). En effet, le nombre de nouveaux étudiants dans le secteur des affaires et les secteurs des sciences,

Graphique 6

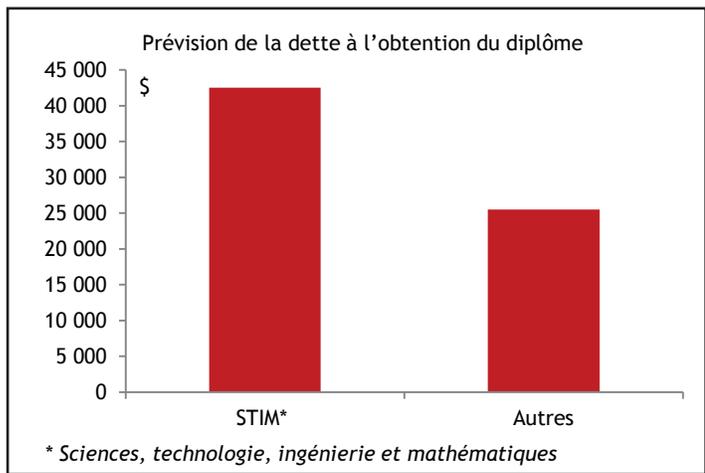
Les domaines dont les droits de scolarité sont élevés affichent l'inflation la plus rapide



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

Graphique 7

Les étudiants des programmes dispendieux terminent leurs études plus endettés que les autres



Source : Sondage de la Banque CIBC sur les études

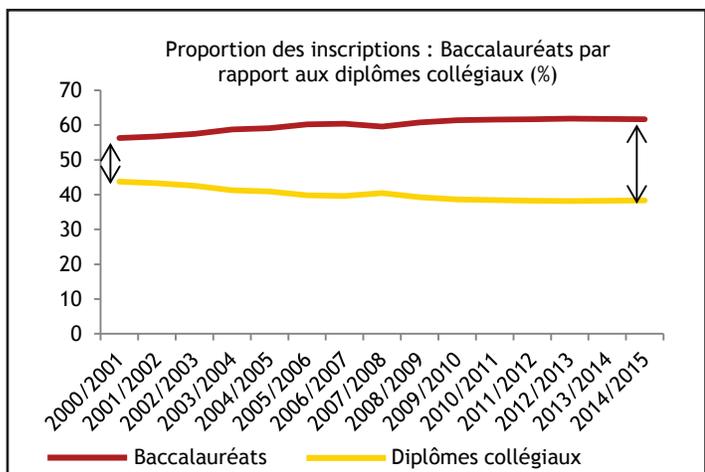
de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM) progresse à un rythme beaucoup plus rapide que par le passé (graphique 4, droite). Il semble que la priorité constante des étudiants à commencer à étudier plus tôt dans ces secteurs porte ses fruits.

Les droits de scolarité augmentent dans les domaines où ils ne devraient pas

Ce changement graduel vers des domaines mieux rémunérés a toutefois un prix. On constate une grande corrélation entre les droits de scolarité et les salaires dans des domaines d'études particuliers (graphique 5). Pire encore, les universités réagissent déjà à cette récente hausse du nombre d'inscriptions dans ces domaines. Pour

Graphique 8

Les étudiants privilégient de plus en plus l'université plutôt que le collège



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

les programmes assortis de droits de scolarité élevés, les prix augmentent presque deux fois plus rapidement que pour les programmes moins dispendieux (graphique 6).

Le prix déjà élevé et les fortes augmentations des dernières années sont les principales raisons pour lesquelles les diplômés de ces domaines terminent leurs études plus lourdement endettés que les autres (graphique 7).

Voilà qui est problématique. La hausse des frais pourrait ralentir, voire stopper l'élan positif que dénotent les récentes tendances en matière d'inscriptions. Si le Canada veut accroître le nombre de diplômés en STIM ou dans d'autres domaines bien rémunérés, il doit rendre ces études plus abordables. Ces prix élevés ne font qu'aggraver les inégalités de revenu profondes à l'échelle du pays.

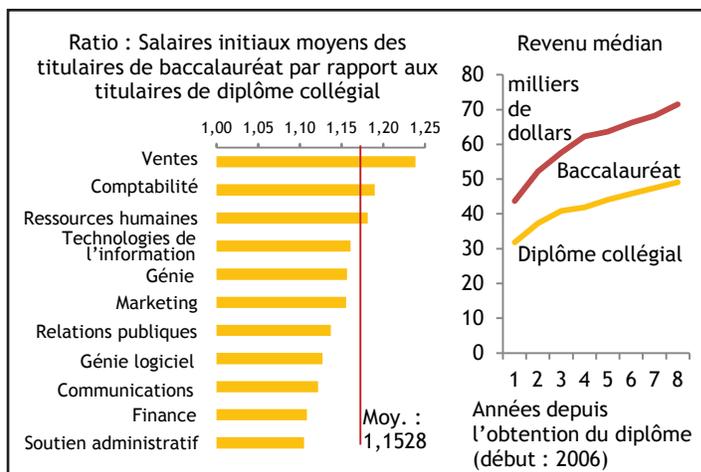
Les universités peuvent aider à renverser la situation en réaffectant des ressources et en augmentant les subventions dans certains domaines. Les études supérieures, par exemple, ne devraient pas être un marché tout à fait libre où une plus grande demande se traduit entièrement par une hausse des prix.

Les étudiants de plus en plus susceptibles de privilégier l'université plutôt que le collège

Les étudiants se fondent également sur leurs perspectives de carrière pour choisir entre un diplôme universitaire ou un diplôme collégial. Les jeunes Canadiens continuent de privilégier les universités plutôt que les collèges, et l'écart s'est creusé au cours des dernières années (graphique 8).

Graphique 9

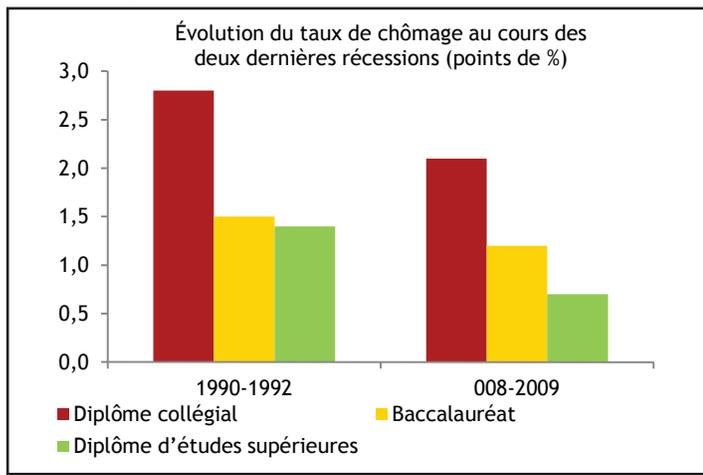
Dans un même domaine, les titulaires d'un diplôme universitaire touchent un salaire initial plus élevé que les titulaires d'un diplôme collégial



Source : Recherche du Conference Board, programme d'initiative de recherche sur les politiques de l'éducation de l'Université d'Ottawa et la Banque CIBC.

Graphique 10

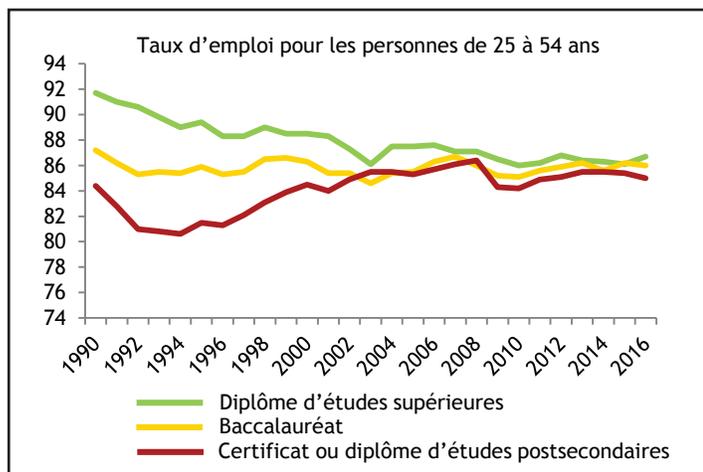
Les études universitaires mènent à une meilleure stabilité d'emploi lors de périodes de stress économique



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

Graphique 11

Les taux d'emploi sont sensiblement les mêmes d'un niveau d'études à l'autre



Source : Statistique Canada et la Banque CIBC.

Pourquoi les étudiants potentiels sont-ils si motivés à privilégier des études universitaires plutôt que des études collégiales?

L'une des raisons est que les gens sont portés à croire qu'un diplôme universitaire est toujours le meilleur choix, ce qui semble à la fois être un mythe et refléter la réalité.

En règle générale, un baccalauréat permet effectivement de toucher un meilleur salaire initial et d'obtenir de meilleures augmentations qu'un diplôme collégial (graphique 9, gauche et droite). De plus, si on repense aux deux dernières récessions au pays, on constate que les salariés ayant fait des études universitaires ont aussi tendance à jouir d'une meilleure stabilité d'emploi pendant les périodes de stress économique

(graphique 10). Cependant, le graphique illustre également que la sécurité qu'apporte un diplôme universitaire tend à diminuer. De plus, les taux d'emploi chez les titulaires de diplômes collégiaux, de premier cycle et de cycles supérieurs ont convergé au fil des ans, et sont aujourd'hui quasi identiques (graphique 11). Il apparaît un peu moins évident que des études universitaires surpassent les études collégiales dans tous les cas de figure.

Bien entendu, il arrive qu'un diplôme collégial mène à de meilleures capacités de gain que le baccalauréat. Par exemple, un titulaire de baccalauréat en éducation peut espérer toucher un salaire d'environ 67 000 \$ par année. Si la même personne avait obtenu un diplôme collégial dans le domaine des affaires, elle aurait pu toucher un salaire de 6 000 \$ de plus par année. L'architecture et l'ingénierie sont d'autres domaines où un titulaire de diplôme collégial peut toucher un salaire plus élevé que, par exemple, un titulaire de baccalauréat en sciences sociales.

Ces exemples n'ont pas pour but de décourager les gens qui ont une passion pour un domaine d'études précis, mais visent à illustrer qu'en voulant faire comme tout le monde, une personne peut être amenée à faire des choix peu judicieux. En matière d'éducation, il n'existe pas de solution universelle. Les étudiants doivent faire la part des choses entre leurs intérêts, leur revenu souhaité et les emplois où la demande est forte. Au bout du compte, les étudiants ont beaucoup de réflexion à faire avant même leur premier cours dans une institution postsecondaire.

Ce qui est nécessaire : une plus grande collaboration entre les collèges et les universités

Tandis que les étudiants pensent à leur avenir, les professionnels de l'éducation et les autorités doivent penser encore plus fort. La réalité est que le système d'éducation actuel manque de souplesse pour répondre aux besoins des étudiants d'aujourd'hui.

Comme il a été mentionné, le Canada tire de l'arrière par rapport à la moyenne de l'OCDE en ce qui concerne la diplomation à la maîtrise et au doctorat. Toutefois, un point encourageant est que lors du sondage de la Banque CIBC, près de 40 %¹ des étudiants au premier cycle ont indiqué qu'ils poursuivront fort probablement leurs études après l'obtention de leur diplôme. Si on se fie au passé, la plupart d'entre eux le feront. Les étudiants aux cycles supérieurs ne se voient pas quitter les bancs d'école de sitôt : pas moins de 35 %² d'entre eux ont mentionné qu'ils poursuivront fort probablement leurs études.

Le revers de la médaille, c'est que cette continuation peut être non pas un pas en avant, mais bien un pas dans une autre direction. En effet, ceux qui poursuivront leurs études le feront majoritairement dans un domaine différent.

Cette situation est loin d'être optimale; les étudiants se retrouvent à consacrer encore plus de temps et d'argent pour obtenir la formation nécessaire à leur réussite sur le marché du travail actuel. Mais ce n'est pas parce qu'ils sont désorientés ou malavisés. Plus de 80 %³ des étudiants sont d'avis que dénicher un bon emploi est la raison principale de poursuivre des études postsecondaires. Bien que les étudiants d'aujourd'hui sont plus pragmatiques, ils ne sont pas complètement prêts à laisser leurs rêves de côté; 45 %⁴ d'entre eux ont choisi leur domaine parce qu'ils en ont fait une passion.

Le système doit être suffisamment souple pour concilier passion et pragmatisme. Force est de constater que les collèges et les universités doivent renforcer leur collaboration. De toute évidence, les choses avancent dans la bonne direction, comme en Ontario, où il existe 45 programmes conjoints offerts par les collèges et les universités, mais elles ne progressent pas assez vite. Seulement 8 %⁵ des étudiants canadiens participent à de tels programmes conjoints, alors qu'il devrait y en avoir beaucoup plus à ce stade-ci.

La solution pour régler cette disparité entre la formation et l'emploi est complexe. Mais une condition essentielle à un système d'éducation plus efficace est la collaboration accrue entre les gouvernements, l'industrie et les établissements d'enseignement. C'est ce qui permettrait au système d'éducation dans son ensemble de suivre l'évolution rapide du marché.

Notes :

(1) Sondage de la Banque CIBC sur les études:

Du 27 juillet au 2 août 2017, un sondage en ligne a été mené auprès de 1 506 adultes canadiens choisis au hasard parmi les étudiants actuellement inscrits à temps plein ou à temps partiel. La marge d'erreur, qui mesure la variabilité d'échantillonnage, est de plus ou moins 2,4 %, 19 fois sur 20. Les écarts entre les totaux sont attribuables à l'arrondissement des données.

(2) Sondage de la Banque CIBC sur les études.

(3) Sondage de la Banque CIBC sur les études.

(4) Sondage de la Banque CIBC sur les études.

(5) Sondage de la Banque CIBC sur les études.

Marchés mondiaux CIBC inc., CIBC World Markets Corp., CIBC World Markets plc, CIBC Australia Limited et certaines autres entités de services bancaires aux entreprises et de marchés financiers de la Banque Canadienne Impériale de Commerce exercent leurs activités sous la marque Marchés mondiaux CIBC.

Le présent rapport a été émis et approuvé pour distribution a) au Canada, par Marchés mondiaux CIBC inc., membre de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM), de la Bourse de Toronto, de la Bourse de croissance TSX et du Fonds canadien de protection des épargnants, b) au Royaume-Uni, par CIBC World Markets plc, qui est réglementée par la Financial Services Authority, c) en Australie, par CIBC Australia Limited, membre de l'Australian Stock Exchange réglementé par l'Australian Securities and Investments Commission (ASIC) (collectivement, la « Banque CIBC ») et d) aux États-Unis soit i) par Marchés mondiaux CIBC inc. à l'intention uniquement des investisseurs institutionnels importants aux États-Unis (tels qu'ils sont définis dans le règlement 15a-6 de la Securities and Exchange Commission) ou ii) par CIBC World Markets Corp., membre de la Financial Industry Regulatory Authority. Les investisseurs institutionnels importants aux États-Unis qui reçoivent le présent rapport de Marchés mondiaux CIBC inc. (le courtier au Canada) sont tenus d'effectuer les transactions (autres que la négociation de leurs termes) sur des titres faisant l'objet de ce rapport par l'intermédiaire de CIBC World Markets Corp. (le courtier aux États-Unis).

Ce rapport est publié à titre d'information seulement, à l'intention des investisseurs institutionnels et des clients de détail de Marchés mondiaux CIBC inc. au Canada, et ne constitue ni une offre ni une sollicitation d'achat ou de vente de titres mentionnés dans un territoire où pareille offre ou sollicitation est interdite. Le présent document de même que les produits et renseignements qui y sont présentés ne sont pas destinés à l'usage des investisseurs privés au Royaume-Uni. Ces investisseurs ne pourront ni conclure de convention ni acheter les produits mentionnés dans le présent document auprès de CIBC World Markets plc. Les commentaires et les points de vue exprimés dans le présent document visent à répondre aux intérêts généraux des clients de gros de CIBC Australia Limited.

Le présent rapport ne tient pas compte des objectifs de placement, de la situation financière ni des besoins spécifiques d'un client particulier de la Banque CIBC. Avant de prendre une décision de placement sur la base de l'information contenue dans le présent rapport, le lecteur est invité à évaluer le bien-fondé en tenant compte de ses besoins et objectifs de placement particuliers, de même que de sa situation financière. La Banque CIBC vous recommande également de communiquer avec l'un de ses conseillers à la clientèle établi dans votre territoire pour en discuter. Les niveaux et les bases d'imposition pouvant varier, toute mention dans le présent rapport de l'incidence fiscale d'un placement ne saurait être interprétée comme un conseil de nature fiscale; comme pour toute opération pouvant avoir des conséquences fiscales, les clients ont intérêt à s'adresser à leur propre conseiller fiscal. Les rendements passés ne sont pas garants des rendements futurs.

Les renseignements et les données statistiques du présent document proviennent de sources que nous estimons fiables, mais nous ne pouvons en garantir ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni la fiabilité. Toutes les estimations et opinions qui y sont formulées constituent des jugements en date du présent rapport et sont sous réserve de modifications sans préavis. Le présent rapport peut contenir des adresses de sites Web sur Internet ou des hyperliens menant à de tels sites. La Banque CIBC n'a pas analysé les sites Web Internet liés appartenant à des tiers et décline toute responsabilité en ce qui concerne leur contenu. Ces adresses ou hyperliens sont exclusivement fournis pour la commodité et l'information du lecteur, et le contenu des sites Web de tiers liés n'est d'aucune manière intégré au présent document. Les destinataires qui choisissent d'accéder à ces sites Web de tiers ou de suivre ces hyperliens le font à leur propre risque.

© Marchés mondiaux CIBC inc., 2017. Tous droits réservés. L'utilisation, la distribution, la reproduction et la publication du présent rapport sans l'autorisation écrite préalable de Marchés mondiaux CIBC inc. sont interdites par la loi et peuvent donner lieu à des poursuites judiciaires.